



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

construction aéronautique

Question au Gouvernement n° 3229

Texte de la question

AIRBUS

M. le président. La parole est à M. Stéphane Demilly, pour le groupe UDF.

M. Stéphane Demilly. Monsieur le Premier ministre, vous le savez, Airbus, notre fleuron industriel européen traverse une crise profonde. Cette crise, dont les salariés ne sont en rien responsables, est liée à une parité handicapante entre l'euro et le dollar et à d'importants retards de livraison de l'A 380. Un plan de rationalisation et d'économies, baptisé *Power 8*, est en cours de finalisation. Le 20 février prochain, le président Gallois doit annoncer les déclinaisons concrètes de ce plan, dont l'objet est notamment d'économiser 5 milliards d'euros d'ici à 2010.

Des rumeurs persistantes font état de la vente de sites industriels français et allemands. L'absence de démentis clairs génère beaucoup d'angoisse chez les salariés et fait réagir de nombreux responsables politiques, locaux et nationaux. En Allemagne, par exemple, la chancelière Angela Merkel et son ministre de l'économie ont vivement réagi pour défendre les sites allemands et ont demandé à rencontrer au plus vite Louis Gallois. Le gouvernement britannique, pour défendre son tissu industriel, a, quant à lui, purement et simplement menacé EADS de représailles commerciales. Même si je sais que vous suivez de près ce dossier, je peux vous assurer, monsieur le Premier ministre, que les salariés ne comprennent pas le silence de l'État français, d'autant qu'il est actionnaire d'EADS.

Ma question est très simple : quand le Gouvernement va-t-il...

M. Maxime Gremetz. ...enfin !

M. Stéphane Demilly. ...publiquement annoncer sa détermination à préserver les sites et les emplois français au sein d'Airbus ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à l'industrie.

M. François Loos, *ministre délégué à l'industrie*. Monsieur Demilly, l'avenir d'Airbus est une préoccupation majeure du Gouvernement, et pas depuis quinze jours, mais depuis toujours. Nous comprenons les inquiétudes formulées par les salariés, qui se sont fortement mobilisés ce matin. J'ai souvent l'occasion de parler avec Gilles de Robien du site de Méaulte, dans votre département, et nous suivons attentivement le plan qu'EADS et son président, Louis Gallois, sont en train d'élaborer, dans un souci d'équilibre des territoires et de dialogue social. Ils tiennent à ce que le plan industriel permette le lancement de l'A 380 dans de bonnes conditions et surtout le démarrage du programme d'A 350, qui nécessite, entendez-moi bien, un véritable plan industriel, ne serait-ce qu'à cause des innovations technologiques qu'implique le projet et de l'économie globale d'EADS et d'Airbus.

M. Maxime Gremetz. Répondez !

M. le ministre délégué à l'industrie. En ce qui concerne le site de votre département, il est encore trop tôt, monsieur Demilly, pour dire quel sera le plan industriel d'Airbus. Je peux néanmoins vous indiquer que nous avons reçu des engagements de l'entreprise concernant l'emploi et l'activité de cet établissement, dont le plan de charge est important pour les années à venir. Je fais confiance à la direction d'Airbus pour que ses décisions aillent dans le sens de l'intérêt à long terme de l'entreprise, des salariés et du territoire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Maxime Gremetz. Cela ne veut absolument rien dire !

Données clés

Auteur : [M. Stéphane Demilly](#)

Circonscription : Somme (5^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3229

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : industrie

Ministère attributaire : industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 février 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 février 2007